

Un administrateur de la Banque mondiale prône la coopération

Partage international n° [170](#) - Octobre 2002

Jean-François Richard, vice-président de la Banque mondiale, a déclaré lors d'une interview pour un quotidien néerlandais : « *Le monde risque de s'effondrer sous le poids de l'urgence des problèmes.* » Il a mis l'accent sur l'instabilité actuelle des marchés financiers et les dommages sociaux que cela entraîne, de paire avec la croissance démographique dans les pays en développement, où trois milliards de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour. L'accroissement des problèmes, a-t-il déclaré, mène à la destruction des écosystèmes, à la famine et à l'émigration.

Après 23 ans passés à la Banque mondiale et un court interlude à Wall Street, J.-F. Richard a observé comment le monde se trouve paralysé par une crise d'autorité, laissant sans solutions adéquates des problèmes brûlants. A présent, il parcourt le monde, prônant de nouvelles voies de coopération. « *Les grandes conférences de l'Onu sont bonnes pour attirer l'attention, mais incapables de résoudre les problèmes. Le G8 est trop réactif. Les institutions multilatérales manquent de pouvoirs et de fonds, malgré la perception du grand public. Le budget de la Banque mondiale équivaut à celui qu'une banque d'investissement consacre à ses activités.* »

Son ouvrage *High Noon - 20 Global Issues, 20 Years to solve Them (20 problèmes mondiaux - 20 ans pour les résoudre)*, expose son point de vue pour faire face

aux problèmes mondiaux. Pour réguler les excès de l'économie du marché libre et affronter les crises sociales, il préconise l'instauration de réseaux de problèmes mondiaux (RPM), où les pays, les entreprises, les institutions multilatérales et les organisations non gouvernementales rassemblent leurs connaissances pour établir des normes et des critères internationaux. « *Cela ne signifie nullement, déclare-t-il, que l'Etat-nation va devenir incompetent. Comme le commerce électronique mine le système fiscal des Etats, une taxe RPM renforcerait l'Etat-nation. Les Etats seuls ne fournissent plus un cadre suffisamment solide : les politiciens sont élus sur une base territoriale et leur horizon ne s'étend pas au-delà des prochaines élections. Le budget nécessaire au règlement des problèmes les plus urgents s'élève à 2 à 3 % du Produit national brut mondial, soit deux fois le montant des subventions accordées par les pays riches chaque année.* » Il pense que ce serait un honneur d'appartenir au RPM et de servir ainsi la planète. « *Mes idées sont peut-être naïves, mais existe-t-il une alternative ?* »

Sources : de Volkskrant, Pays-Bas

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Tendances](#) (Dans le monde actuel s'affirme une tendance de plus en plus prononcée à la synthèse, au partage, à la coopération, à de nouvelles approches et avancées technologiques pour la sauvegarde de la planète et le bien-être de l'humanité. Cette rubrique présente des événements et courants de pensée révélateurs d'une telle évolution.)